

[Archives](#)

## Merkel et Sarkozy, destructeurs de l'Europe

mardi 6 décembre 2011

*Paris, le 6 décembre 2011* – Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont décidé d'imposer ensemble au malade européen une saignée sans projet de guérison.

L'Allemagne et la France qui, hier, violaient le pacte de stabilité et de croissance qu'ils s'étaient engagés à respecter, exigent aujourd'hui que les pays de la zone euro soient exposés à des sanctions automatiques, immédiates et plus sévères si demain ils ne s'y soumettent pas. De plus, ces pays devront inclure une « règle d'or » « renforcée » d'équilibre budgétaire dans leur Constitution au moment même où le monde se trouve en crise, la croissance s'effondre, et la consommation chute.

La Commission pourra continuer à contrôler les budgets nationaux et la Cour européenne de Justice déterminera si ces budgets sont conformes aux Traités et incitera les États à punir les récalcitrants : les juges vérifieront si le hara-kiri a bien lieu.

Bref, l'accord Sarkozy-Merkel impose une forme hybride d'« union budgétaire » fondée sur l'austérité imposée aux économies et aux peuples, et une négligence bienveillante accordée aux banques, bien peu contraintes par leur participation à la restructuration de la dette des États.

L'avancement de la mise en place du Mécanisme européen de stabilité financière (MES) dès 2012 apparaît comme un vœu pieux alors qu'on ne parviendra pas dans l'immédiat à réunir les sommes nécessaires pour rendre crédible le Fond européen de stabilité financière (FESF) et que la Banque centrale européenne (BCE) ne sera pas prêteur en dernier recours.

On croit rêver, comme si les passagers à bord du Titanic brandissaient leurs billets de 1ère classe en espérant être obéis par les autres. Plus que jamais, il y a urgence à sortir du système monétariste de l'euro sans fuite en avant supranationale et sans fuite en arrière chauvine, par une politique de crédit public commune finançant de grands projets à l'échelle européenne et eurasiatique et en mettant les banques d'affaires hors d'état de nuire par la mise en œuvre d'une procédure Glass-Steagall.

---